

pour engager une telle politique, c'est la prospérité économique. La démocratie, la collaboration des classes, n'est plus un danger quand la bourgeoisie constate de plus en plus clairement qu'elle ne peut retrouver son équilibre que par une exploitation renforcée et systématisée du prolétariat, prolongée pendant des dizaines d'années. En effet la bourgeoisie, dans ce cas, ne peut systématiser cette exploitation que par une politique appropriée, ni la renforcer sans détruire délibérément tout l'échafaudage de la légalité démocratique, soi-disant au-dessus de la mêlée des intérêts économiques (Etat fasciste). La politique cesse alors d'être ce jeu factice, distinct de l'économie, que le syndicalisme a justement dénoncé comme un amas de mensonges ; la politique devient l'instrument de l'économie capitaliste, puisque l'Etat se met au service des monopoles, non plus seulement dans leur lutte contre des monopoles étrangers, mais dans leur lutte ouverte contre le prolétariat. A la lutte de classes officielle, le prolétariat doit-il répondre par une attitude antipolitique ? Si oui, comment expliquez-vous que cette attitude, jadis révolutionnaire, serve aujourd'hui les adversaires de la révolution russe ?

Les deux Bourgeoisies

Mais nous voilà conduits à de nouvelles interrogations.

Quand vous constatez que « la bourgeoisie » a renversé complètement son idéologie, sa doctrine politique d'avant-guerre, croyez-vous que vous ayez en face de vous LA MEME bourgeoisie dans les deux cas ? Quelles sont en effet les caractéristiques de la bourgeoisie que vous combattiez avant la guerre ? Avant tout, il s'agissait d'une bourgeoisie incompétente au point de vue économique. En effet, la politique qui était son expression, son émanation directe, était une politique prétendant instaurer des rapports de droit au lieu des rapports d'intérêt économique. Cette démocratie n'avait de pire ennemi que l'impérialisme. Or, ou nous n'avons pas lu Lénine, ou nous savons désormais que l'impérialisme C'EST le monopole économique. Quelle est la classe sociale qui est l'ennemie née des monopoles privés ? C'est la petite bourgeoisie. Et que signifie l'avènement d'une doctrine politique réactionnaire ? L'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie des monopoles, autrement dit : la grande bourgeoisie. Mais c'est, cette fois, une autre paire de manches ! Voilà une bourgeoisie compétente au point de vue usinier, compétente au point de vue de la guerre politique des classes. Vous ne la détronerez pas en monopolisant à votre profit la compétence technique. Son Etat bourgeois, étant policier, devient un organisme économique : un instrument de production à meilleur compte. Si vous voulez combattre cette bourgeoisie sur tous les terrains où elle vous déclare la guerre, vous devez organiser votre parti politique de guerre de classes : vous devez marcher sous la bannière communiste.

Les phénomènes d'économie retardataire

Mais revenons aux définitions économiques.

Comment se fait-il qu'il y ait ainsi une dualité tranchée au sein de la bourgeoisie ? Cette dualité est l'expression sociale du fait économique précédemment défini par Lénine : le capitalisme des monopoles développe inégalement les diverses branches de la production. Il y a les forces productives trustées et celles qui ne le sont pas. Voilà la définition de la grande et de la petite bourgeoisie.

Mais il y a des pays où le « capitalisme financier » s'est développé bien plus par la richesse bancaire que par la richesse industrielle. Le cas-type en est la France

d'avant-guerre. Privée par le traité de Francfort d'une part capitale de son industrie, la France se rétablit par son économie petite-bourgeoise et agricole. Sa prospérité lui permit de puissants monopoles bancaires, fondés paradoxalement sur la petite-bourgeoisie et non, comme les autres capitalismes financiers, sur de grands trusts industriels. La France eut donc une démocratie florissante en pleine période des impérialismes !

Tous les grands Etats du XIX^e siècle dont l'économie était retardataire, eurent le rêve constant de la grande production. En Allemagne, la bourgeoisie s'acquitta rondement de sa tâche et l'Etat se mit au service des cartels dès leur apparition. En France, notre petite-bourgeoisie sentait le vice foncier de notre économie et s'ingéniait à trouver la formule de la grande production petite-bourgeoise : cette pierre philosophale s'appelait l'Etat-Patron. Voilà ce dont étaient capables les rares démocrates préoccupés de grande industrie. La masse préférerait rêver, avec Tartarin, de « haut commerce » !

Devant cette veulerie sans fin, le prolétariat (puisque tout de même il y avait des usines et un prolétariat) se devait de dresser sa doctrine des producteurs, opposée aux idéologies démocratiques des petits rentiers. Mieux que quiconque, l'ouvrier se sentait qualifié pour mener enfin la France à la grande puissance moderne : la métallurgie.

Voilà comment le syndicalisme révolutionnaire n'avait de sens que dans les pays économiquement arriérés : les pays latins. Ce n'est pas à l'ouvrier allemand qu'on pouvait parler de l'incompétence technique de la bourgeoisie ! La répartition ethnique du syndicalisme révolutionnaire n'avait donc rien à voir avec la tradition de culture classique, comme le supposait Sorel : c'était un phénomène d'économie retardataire.

Causes économiques de notre confusion doctrinaire

— Mais, me direz-vous, comment expliquez-vous la persistance du syndicalisme antipolitique en France, alors que vous-même constatez que c'est, depuis la guerre, la grande bourgeoisie qui mène ?

— Par le caractère hybride de notre économie actuelle. Le traité de Versailles a donné à notre bourgeoisie ce qu'elle attendait depuis si longtemps : les bases techniques d'un vrai capitalisme financier, — les possibilités de la grosse métallurgie. Pour cela, il fallait la Ruhr. Oui, mais pour toute entreprise impérialiste, il faut la sécurité intérieure, autrement dit la stabilité économique. Alors, pour réussir, notre économie métallurgique, le gouvernement français a artificiellement prolongé notre économie petite-bourgeoise : il a dégrèvé le paysan, il n'a pas écrasé sous les impôts les classes moyennes. Le petit bourgeois français subsiste donc comme force politique (voyez bloc des gauches, par conséquent syndicalisme antipolitique) ; mais il se subordonne, par peur de l'impôt, à l'impérialisme des grands bourgeois (voyez Etat fasciste). Cette balance peut durer encore quelque temps — assez longtemps peut-être pour empêcher le prolétariat français de faire son bilan stratégique — doctrinaire — d'après-guerre au moment même ou le prolétariat allemand, le précédant de plusieurs étapes historiques, se grossit de masses petites-bourgeoises jetées dans la misère, et se trouve face à face avec son destin révolutionnaire.

C'est sur la révolution, a écrit Robert Louzon, que se comptent les hommes. Oui, car la révolution n'a qu'une stratégie, une doctrine, pour une phase donnée de l'évolution capitaliste.

GEORGES MICHAEL.